

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article578>

Site de l'IST : syndicalisme Outre-mer et tensions sociales

- Revue du web - Des Écrits sur l'UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 13 novembre 2004

Mis à jour le : lundi 17 novembre 2008

UGTG.org

Dans les départements français d'outre-mer, les syndicats sont souvent proches des mouvements indépendantistes. Les formes d'action peuvent être violentes. L'exemple de la Guadeloupe, où revient Dominique Andolfatto, est éclairant.

Les particularismes du paysage syndical dans les territoires et départements d'Outre mer restent méconnus. Les cinq confédérations syndicales déclarées représentatives au plan national sont plutôt mal implantées (hormis dans la fonction publique) dans ces territoires dispersés de l'Amérique et du Pacifique.

Des syndicats locaux puissants

Elles subissent une concurrence sévère de syndicats locaux, parfois issus de la CGT (ou issus de dissidences de celle-ci) et souvent proches d'organisations indépendantistes, sinon le moteur de ces organisations.

Ces syndicats sont présents :

- [-] en Guadeloupe, avec l'UGTG : union générale des travailleurs guadeloupéens,
- [-] en Guyane, avec l'UTG : union des travailleurs guyanais,
- [-] en Martinique, avec la CSTM : confédération des travailleurs de Martinique,
- [-] en Nouvelle-Calédonie, avec l'USTKE : union syndicale des travailleurs kanaks, proche du FLNKS,
- [-] en Polynésie, avec le syndicat O Oe To Oe Rima, proche du mouvement indépendantiste d'Oscar Temaru.

Sans parler - plus proche du continent européen - des spécificités syndicales corses, avec le STC (le syndicat des travailleurs corses) qui a éfrayé la chronique sociale de l'été dernier, lors du conflit des transports maritimes corses. Tout cela confère une forte diversité au syndicalisme français ou d'expression française.

Les résultats des élections prud'homales de 2002 dans les départements d'outre-mer (résultats en % des suffrages exprimés, toutes sections) le montrent aisément.

Guadeloupe

UGTG	CGTG	FO	CTU/Cfdt	CFTC	UNSA	FSU
46,1	23,6	12,2	11,8	3,2	1,7	1,1

Guyane

UTG	FO	CFDT	UNSA	CFTC	FSU	CGC

55,6	12,7	10,9	8,7	6,7	2,8	2,5
------	------	------	-----	-----	-----	-----

Martinique

CGT-FSM	CDMT/Cfdt	CSTM	CGT	FO	CFTC	CGC
39,4	20,7	17,4	11,8	7,2	2,0	1,2

La Réunion

CGT	CFDT	CFTC	FO	UNSA	CGC
40,5	27,5	11,2	9,2	5,6	5,2

Si la rentrée sociale n'a guère fait parler elle cette année en métropole, tel n'a pas été le cas sous les tropiques, particulièrement en Guadeloupe, où l'agitation a été vive tout ou long du mois d'octobre ou encore en Polynésie, où un mot d'ordre de grève générale vient d'être lancé, faisant suite de la crise politique que connaissent l'assemblée et le gouvernement du territoire.

Violences en Guadeloupe

En Guadeloupe, l'agitation sociale et les violences qui ont marqué l'année tout au long du mois d'octobre, ont pour origine l'arrestation le 4 octobre 2004 de Michel Madassamy. Ce militant de l'UGTG, fortement impliqué dans des actions syndicales radicales depuis les années 1990, notamment dans le secteur de la distribution du carburant et les stations-service (dans lesquelles les conflits se sont multipliés), Madassamy avait été condamné - en appel - pour la détournement d'un camion-citerne de la société Texaco ainsi que pour le saccage d'un restaurant Quick qui était resté ouvert un 27 mai, jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Depuis 1983, en effet, le 27 mai est jour férié en Guadeloupe. L'UGTG cherche depuis quelques années et par tous les moyens, à obtenir la fermeture de tous les commerces et entreprises. Y compris par la violence, comme en juin 2001 déjà, où Michel Madassamy s'était illustré par un saccage de magasins, par un appel à la grève générale et par une grève de la faim.

Quelques heures après cette arrestation, Raymond Gauthierot, le secrétaire général de l'UGTG publiait un communiqué qui donne bien le ton concernant la situation locale : « L'Etat colonial français a kidnappé Michel Madassamy à Pointe-à-Pitre ». Il dénonçait de même une « sentence barbare », une « atteinte aux libertés démocratiques » et à la « liberté syndicale ». En fait, l'UGTG se veut le porte-parole d'une certaine identité guadeloupéenne, mâlant et emmâlant - dans une sorte de syncrétisme - mémoire de l'esclavagisme, critique d'un néo-colonialisme, revendication indépendantiste, rejet du libéralisme, goût de la lutte... Ce discours se combine avec des pratiques syndicales musclées qu'un observateur local, Jacky Dahomay, a même rapproché de celles des tontons macoutes

dâEuros"Haïti. La comparaison est exagérée mais elle traduit bien le climat de tensions, de violence latente, qui existe dans l'île.

Les jours et les semaines qui ont suivi l'arrestation de Michel Madassamy ont été caractérisés par des manifestations déterminées et jusqu'au-boutistes, des barrages sur les routes, le blocus du port de Jarry (essentiel pour l'approvisionnement de l'île et les exportations), tandis que les murs de nombreux édifices se couvraient du slogan crié : « Lagô Mada » (relâchez Madassamy). La violence culminait lors du week end du 24 octobre, avec des émeutes dans les rues de Pointe-à-Pitre, des pillages, des magasins vandalisés, des voitures incendiées... France-Antilles - le quotidien local - titrait même le lendemain : « Scènes de guérilla à Pointe-à-Pitre ». En occupant les caisses primaires d'assurance maladie et d'allocations familiales, certains militants ont cherché également à faire monter le mécontentement dans les catégories sociales les plus fragiles, sans doute pour mieux favoriser un embrasement général.

Un taux de chômage supérieur à 30 %

Derrière la déferlante de ces événements, il faut mettre en cause les traits fortes inégalités sociales et culturelles qui sautent aux yeux dans ce département, un taux de chômage qui dépasse officiellement 30% de la population active (et bien plus dans certains quartiers), une jeunesse qui semble sans véritable horizon... « Tristes tropiques » aurait dit Claude Lévi-Strauss... Sans parler des difficultés récurrentes de l'économie de la canne-à-sucre et de la banane. Sans doute faut-il pointer aussi un déficit de dialogue social. Mais quel dialogue promouvoir entre des militants syndicaux qui cèdent facilement au radicalisme et des interlocuteurs qu'ils rouspètent par principe puisqu'ils agissent de patrons « békés » qui n'accepteraient pas de reconnaître l'esclavage que leurs ancêtres ont fait subir aux populations ? En dépit de volontarismes favorables à ce dialogue, l'apprentissage de celui-ci reste donc un véritable et perpétuel défi. Le contexte géopolitique des Caraïbes - avec Cuba et Castro au nord, Haïti et ses troubles, ou encore le Venezuela de Chavez plus au sud - doit être également pris en compte. Face aux difficultés, à la pauvreté, au tiers-monde si proche (selon l'UGTG, la Guadeloupe appartient ailleurs à celui-ci), aux changements ou adaptations nécessaires, la permanence du passé, l'apologie de la lutte, la fuite dans l'utopie apparaissent des échappatoires bien commodes. On s'étonnera enfin - mais cela se voit aussi en métropole - que bien des militants syndicalistes, qui s'affichent volontiers révolutionnaires et se proclament en lutte contre « l'Etat colonial », sont aussi des employés de celui-ci... Si cela traduit certaines contradictions, sans doute l'Etat doit-il également gérer une autre manière ses personnels, sinon inventer la gestion de ceux-ci.

Finalement, le 6 novembre dernier, l'affaire Madassamy trouvait un dénouement provisoire. La justice décidait de suspendre l'exécution de la peine du militant de l'UGTG, qui avait entamé une grève de la faim et se trouvait hospitalisé. Le procureur de la République indiquait qu'une « partie importante du battage qui a été monté autour de l'exécution de la peine de M. Madassamy était destinée à aller très au-delà de sa situation effective ». De fait, cette affaire apparaît emblématique du contexte social et même politique de l'île-papillon. Ce ne sont toutefois pas les initiatives qui manquent pour inventer un futur plus harmonieux dans un archipel qui, par bien d'autres aspects, demeure paradisiaque.

La « lutte » selon l'UGTG :

« L'UGTG est née et s'est développée à travers la lutte contre la ligne syndicale de collaboration de classe, et contre la ligne syndicale de gauche en apparence mais de droite en réalité ».

L'UGTG continuera à lutter encore plus fermement contre la ligne syndicale de collaboration de classe. Sans

lutte consÃ©quente contre la ligne syndicale de collaboration de classe, la lutte contre les capitalistes colonialistes franÃ§ais, les propriÃ©taires fonciers et les capitalistes comprador se rÃ©duit Ã de vains bavardages Ã ».

Ã« Nous devons combiner la lutte sÃ©parÃ©e (secteur par secteur) et la lutte concentrÃ©e (tous les secteurs Ã la fois) et assurer un dÃ©veloppement de la lutte par vagues successives. Ã »

Dominique Andolfatto

[Institut supÃ©rieur du travail](#) [1]

19 novembre 2004

[1] L'Institut SupÃ©rieur du Travail, est une "filiale" de lâEuros"Institut dâEuros"Histoire Sociale, officine patronale franÃ§aise chargÃ©e de lutter contre lâEuros"influence communiste au sein du mouvement ouvrier.